

Commémoration antifasciste de la fusillade du 9 novembre 1932

Le 9 novembre 1932, l'armée suisse, appelée par le Conseil d'Etat genevois tire sans sommation contre des manifestants protestant contre la tenue d'un meeting fasciste et tue treize personnes. Les autorités ont ensuite poursuivi et condamné les manifestants.

Meeting contre le réarmement en Suisse et en Europe

Samedi 8 novembre 2025

Salle MS 150 - Uni-Mail

15h00 - Début de l'événement

Informations sur
Renversé.co et CGAS.ch

Rassemblement en hommage aux victimes du 9 novembre 1932

Dimanche 9 novembre 2025

devant la Pierre - parvis d'Uni-Mail

16h00 - Début de la commémoration



En Europe, la logique de réarmement s'emballe. Sous prétexte de guerres proches et de tensions mondiales, les gouvernements font passer la défense avant le reste. Les budgets montent en flèche, grimpent déjà à des centaines de milliards, et la norme de l'OTAN à « 2 % du PIB » devient un dogme, parfois même dépassé.

On promet des chars, des drones et des missiles « intelligents », pendant que les services publics s'essouffent et que la transition écologique attend des moyens. Derrière le discours de sécurité absolue se cache une fuite en avant : plus d'armes, moins de droits, plus d'opacité.

La Suisse s'aligne. Les autorités dessinent une trajectoire ascendante pour l'armée, avec un budget frôlant un pour cent du PIB, l'achat de nouveaux systèmes aériens et la consolidation d'une base industrielle dite « stratégique ». Les salons internationaux s'enchaînent, l'industrie recherche des compensations et des marchés.

Et le secret commercial recouvre des chaînes d'approvisionnement désormais militarisées. Pendant ce temps, l'énergie, le logement, la santé et l'éducation absorbent de plein fouet l'austérité. On nous explique qu'il n'y a pas d'alternative ; c'est faux.

Il faut rappeler, ici, la leçon de la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève : quand l'État choisit la force et s'acoquine avec des discours d'exclusion, ce sont les mouvements sociaux qui saignent. Face aux relents xénophobes et au militarisme, construisons un front social et antifasciste, pour la désescalade et une sécurité fondée sur la justice sociale.

Il faut rompre avec cette spirale infernale. Lutter contre le réarmement, c'est refuser que l'argent public nourrisse la peur et les profits capitalistes ; c'est exiger des audits démocratiques, des reconversions industrielles utiles, des investissements massifs dans les droits sociaux, l'accueil, les infrastructures et le climat.

Les 13 victimes de la tuerie du 9 novembre 1932 :

Henri Fürst, 38 ans, mécanicien, président du Parti communiste genevois (le premier à avoir été abattu) - **Francis Clerc**, 54 ans, fraiseur (dont le fils faisait partie des recrues venues de Lausanne) - **Edouard Quillet**, 34 ans, employé à l'Armée du Salut - **Edmond Junod**, 29 ans, mécanicien - **Jean-Pierre Larderaz**, 23 ans, employé de commerce - **Emile Henry**, 55 ans, batelier - **Gabriel Loup**, 57 ans, patron boulanger - **Oscar Maurer**, 25 ans, employé de banque (tué alors qu'il sortait des cours du soir) - **Emile Guignet**, 27 ans - **Melchior Allemann**, 31 ans, employé d'hôtel, militant socialiste - **Hans Brugger**, 28 ans - **Alphonse Kolly**, 41 ans - **Marius Rattaz**, 36 ans, régent principal à Chêne Bourg, mort le 14 novembre des suites de ses blessures.

Comité d'organisation du 9 novembre 2025:

Action antifasciste Genève, Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), Collège du Travail, Parti du travail, solidaritéS, Parti socialiste genevois, Union populaire, Parti communiste de Grèce (KKE), Jeunesse socialiste genevoise, Collectif Urgence Palestine (CUP)